

## Communiqué de presse

Communications Nouveau-Brunswick

## Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick

## La Commission des droits de la personne accueille deux nouveaux membres (03/04/03)

**NB 325** 

le 3 avril 2003

FREDERICTON (CNB) -- Le président de la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, Patrick Malcolmson, a accueilli avec plaisir aujourd'hui l'annonce de la nomination de deux nouveaux membres à la Commission.

Rose-Marie Curry de Tracadie-Sheila a été nommée à un premier mandat comme membre de la Commission tandis que Mary Jane Ward de la Première nation de Red Bank a été nommée à un deuxième mandat. La Commission compte maintenant neuf membres, y compris le président.

Originaire de Tracadie-Sheila, Rose-Marie Curry a oeuvré pendant plus de 29 ans auprès des enfants à besoins spéciaux comme enseignante-ressource, chef de secteur et directrice du centre d'apprentissage L'Éveil. Elle a contribué à l'élaboration de divers programmes en éducation spéciale et surtout à la mise en oeuvre de l'intégration scolaire dans les écoles du Nouveau-Brunswick. Elle a été membre de l'Institut en adaptation scolaire et membre fondateur de l'atelier La Fabrique de Tracadie. Elle siège présentement au conseil d'administration des résidences communautaires Lynne Ferguson Inc. Elle est aussi active au sein du comité de la Fondation canadienne du rein, chapitre de la Péninsule acadienne, et du comité d'éducation médicale du Nouveau-Brunswick. M<sup>me</sup> Curry est à la retraite depuis juin 2000.

Mary Jane Ward a été directrice et enseignante à la Metepenagiag School de la Première nation de Red Bank depuis 1995. Elle a déjà été membre du New Brunswick Micmac / Maliseet Child Care Council, de la Coalition de la petite enfance du Nouveau-Brunswick et du comité consultatif de parents de la North & South Esk Regional High School de Sunny Corner (N.-B.). M<sup>me</sup> Ward participe souvent aux activités parascolaires, religieuses et communautaires, particulièrement celles qui concernent les jeunes ou qui traitent des compétences parentales, de la drogue et de l'alcool ou de la culture autochtone. En 1995, Santé et Bien-être social Canada et les services sociaux de Kahnawake l'ont choisie comme personnage modèle autochtone canadien pour les provinces de l'Atlantique. Elle a été nommée à la Commission des droits de la personne pour la première fois en 1999.

« Ces deux membres additionnels permettront d'accroître l'expérience et d'élargir la perspective de la Commission, a déclaré M. Malcolmson. Les questions relatives aux droits de la personne dont la Commission est saisie sont souvent complexes puisqu'elles traitent de droits contradictoires, de critères juridiques changeants et d'allégations discordantes. La Commission doit aussi relever le défi de trouver des moyens efficaces et économiques pour promouvoir le respect de la loi et voir à ce que les citoyens et citoyennes du Nouveau-Brunswick comprennent leurs droits et responsabilités. Heureusement, nos membres ont la compétence nécessaire pour s'acquitter de leurs responsabilités et ils prennent ces

responsabilités au sérieux. »

M. Malcolmson est professeur de sciences politiques à l'Université St. Thomas de Fredericton. Les autres membres de la Commission sont Malcolm Harris de Saint John, Jean-Claude Jalbert de Grand-Sault, André LeBlanc de Moncton, Alanna Palmer de Fredericton, David J. Peters de Saint John et Gordon L. Porter de Woodstock.

La Commission des droits de la personne administre la *Loi sur les droits de la personne* du Nouveau-Brunswick qui interdit le harcèlement et la discrimination fondée sur douze caractéristiques personnelles. Elle s'applique surtout à tous les aspects de l'emploi, aux services publics et à l'habitation. Les membres de la Commission se réunissent plusieurs fois par année afin de décider quelles plaintes seront soumises au processus de conciliation et lesquelles feront l'objet d'une audience devant une commission d'enquête. La Commission est chargée aussi d'examiner le travail d'enquête, de conciliation et d'éducation de son personnel ainsi que d'établir les politiques et les priorités.

03/04/03

NOTE DE LA RÉDACTION: Des notes biographiques sur les autres membres de la Commission sont présentées au site Web suivant: <a href="http://www.gnb.ca/hrc-cdp/f/membres.htm">http://www.gnb.ca/hrc-cdp/f/membres.htm</a>. PERSONNE-RESSOURCE: Francis Young, agent des droits de la personne, Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, (506) 453-2308.

03/04/03

Communications Nouveau-Brunswick
Courrier électronique | Coordonnées | Décharge | Déclaration de confidentialité